

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 24/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MRR (exBriqueteries du Nord)

9ème Rue
Port Fluvial
CS30117
59000 Lille

Références : -

Code AIOT : 0007006516

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement MRR (exBriqueteries du Nord) implanté rue de l'Abbé de l'Épée 59790 Ronchin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans un contexte de réclamations récurrentes vis-à-vis des envols de poussières.

La présente inspection a pour but de faire le point sur la prise en compte de cette problématique par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MRR (exBriqueteries du Nord)
- rue de l'Abbé de l'Epée 59790 Ronchin
- Code AIOT : 0007006516
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MRR exerce une activité de recyclage de déchets inertes. Le site de Ronchin constitue une plateforme de distribution de matériaux et de valorisation de déchets issus du secteur du BTP.

Un récépissé en date du 2 janvier 2014 a été délivré à la société Briqueteries du Nord au titre des rubriques suivantes:

- rubrique n° 2515-1: installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations est supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW;

- rubrique n° 2517: station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²;

Les exigences auxquelles l'exploitant doit se conformer pour faire fonctionner son installation sont définies par les dispositions annexées aux arrêtés du 30 juin 1997 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous les rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

Par arrêté de prescriptions spéciales du 6 novembre 2020, il a été demandé à l'exploitant la réalisation d'une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires.

Par arrêté de prescriptions spéciales du 22/11/2022, le préfet du nord a imposé des mesures complémentaires visant à prévenir et réduire les envols de poussières.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a précisé que son site faisait l'objet d'intrusions régulières (vol de carburant, dégradations notamment), et ce, malgré les caméras de surveillance qu'il a mises en place.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bâchage des camions	AP de Mesures Spéciales du 22/11/2022, article 2	Sans objet
2	Arrosage des pistes et bassin de récupération des eaux de pluie	AP de Mesures Spéciales du 22/11/2022, article 2	Sans objet
3	Compactage des tas	AP de Mesures Spéciales du 22/11/2022, article 2	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe 1 - 3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'envol particulier de poussières. Cependant, l'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de garder opérationnels ses bassins de récupération des eaux de pluie pour permettre l'arrosage des pistes et de procéder à cet arrosage chaque fois que nécessaire sans avoir recours, si possible, à l'utilisation d'eau potable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bâchage des camions

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 22/11/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, 2.1. Bâchage des camions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les camions entrant et sortant du site et dont le chargement est susceptible de provoquer des envols de poussières sont obligatoirement bâchés. Cette obligation fait l'objet d'une information préalable des chauffeurs et d'un affichage visible par les chauffeurs à l'entrée du site. A défaut, un arrosage du chargement est réalisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, et sur le temps imparti au contrôle de ce point, l'inspection n'a pas constaté de camion non bâché transportant des produits à risque d'envol de poussières.</p> <p>Au moment du passage de l'Inspection, cette information sur le bâchage des camions n'était pas affichée. L'exploitant précise que ses précédentes affiches ont été arrachées et que son site, malgré la télésurveillance en place, fait l'objet d'intrusions et de dégradations régulières.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection une photo montrant la remise en place de cet affichage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Arrosage des pistes et bassin de récupération des eaux de pluie

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 22/11/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, 2.2. Arrosage des pistes de circulation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un arrosage des pistes de circulation du site est réalisé par temps sec. Une procédure encadre ces opérations. Ces opérations sont consignées dans un registre.</p> <p>A ce titre, l'exploitant aménage sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté un ou des bassins de récupération des eaux pluviales afin d'alimenter les engins pour l'arrosage des pistes. La capacité totale de ces bassins est d'au minimum 200 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare réaliser des arrosages plusieurs fois par jour lors des périodes sèches.</p> <p>La veille de l'inspection, 2 arrosages ont été réalisés selon l'exploitant.</p> <p>Sur les 2 bassins creusés, un seul était opérationnel au moment de la visite mais vide. L'accès au second était entravé par des dépôts de produits. Postérieurement à la visite, l'exploitant a fait</p>

<p>parvenir à l'inspection une photo montrant le rétablissement de l'accès à ce bassin.</p> <p>En complément, l'exploitant a installé une tonne à eau de 6 m³. Celle-ci était pleine au moment de la visite. Elle permet de remplir les godets des engins pour l'arrosage des pistes. Cette cuve est remplie par le réseau AEP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller à bien maintenir en conditions opérationnelles ses bassins de récupération des eaux pluviales pour permettre l'arrosage des pistes sans avoir recours à de l'eau potable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Compactage des tas

<p>Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 22/11/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, 2.3. Stockages de matériaux de faible granulométrie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tas de stockage de matériaux de faible granulométrie et forte siccité font l'objet d'un écrêtage/compactage systématique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspecteur n'a pas constaté de stockage de produits à faible granulométrie ou forte siccité nécessitant un écrêtage, en raison de l'humidité constatée au coeur des matériaux suite aux pluies importantes des semaines précédentes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que lors de périodes sèches de longue durée, un écrêtage des tas doit être réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Annexe 1 - 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, AM 25173.4. Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p>Constats :</p>

Au moment de la visite, l'inspection a constaté que l'entrée du site était empoussiérée. Consigne a été passée par le responsable de site à ses opérateurs de procéder à un arrosage. Suite à cette visite, l'exploitant a fait parvenir des photos montrant l'arrosage des pistes effectué juste après le départ de l'inspection.

L'exploitant indique faire appel à un prestataire pour le nettoyage des voiries une fois par semaine. L'inspection a en effet constaté, au sortir de sa visite, la présence d'une balayeuse de la société Duflot en action sur la voirie publique. Lors de l'échange avec le conducteur de cette balayeuse, celui-ci a confirmé réaliser tous les vendredis un passage aux abords du site dont la rue Abbé de l'Épée et aussi sur la voirie en enrobé de l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rester vigilant quant à l'envol de poussières en période sèche et engager sans attendre un arrosage des pistes dans ce cas.

Type de suites proposées : Sans suite